

Requiem pour les *suissitudes*

Jean-Pascal Delamuraz, conseiller fédéral des années 90 était un Vaudois malin. Il avait compris que son pays ne voulait pas de l'adhésion à l'U E. Alors, sa thèse était celle de l'abandon des particularismes suisses, ces fameuses *suissitudes* et de l'alignement sur les normes de Bruxelles.

Vingt ans après, que reste-t-il de ces particularismes ? À vrai dire, pas grand-chose, sauf quelques grands principes à ranger dans les bocaux de formol. Il y a, bien sûr, la démocratie directe et ses votations. Elles continuent et c'est un exercice d'humilité pour les gouvernants dont les décisions sont soumises à l'appel des électeurs. Il y a encore la neutralité, mais son bras armé, la troupe de milice, subit des cures d'amaigrissement à répétition. Et puis, il y a la monnaie, le franc insubmersible, mais étroitement satellisé par l'euro, privé de cette constante appréciation qui fit sa fortune, au gré du malheur des monnaies latines. Et l'immigration ? C'était l'exemple achevé du pré carré, avec des permis d'établissement au compte-goutte et le régime des saisonniers. Les Bilatérales, c'est-à-dire l'U E ont balayé cette alchimie compliquée : les ressortissants européens ont le droit de séjour et d'établissement, sous réserve, bien sûr, de réciprocité.

Alors, que reste-t-il des *suissitudes* à part la déclinaison des dizaines sur le mode *septante* ? La place financière et le secret bancaire auraient pu constituer l'ultime vestige de ces particularismes. Mais qu'en reste-t-il après le récent malstrom ?

La livraison de listes de clients au fisc américain va, sans doute, modérer les ardeurs des *fans* de comptes numérotés, de même que l'échange d'informations à la demande du fisc voisin, même si on en ignore, aujourd'hui, les modalités. Discrétionnairement, dit-on à Bercy, et, dans ce cas, la place financière est morte, « sous conditions », répond-on à Berne, mais les concessions admises à ce jour inquiètent déjà, les entreprises d'abord qui sonnent le tocsin. C'est Nestlé, firme emblématique qui menace, comme Total, saturé d'attaques incessantes en France, de déplacer son siège de Vevey si se confirment et s'amplifient les concessions sur le secret bancaire et le plafonnement des rémunérations du management. Alors, les *suissitudes*, suspense !